

LE PEN, UN PROVOCATEUR EN POLITIQUE (1984-2002)

Mathias Bernard

Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

**2007/1 - no 93
pages 37 à 45**

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2007-1-page-37.htm>

Pour citer cet article :

Bernard Mathias, « Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007/1 no 93, p. 37-45. DOI : 10.3917/ving.093.0037

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le Pen, un provocateur en politique (1984-2002)

Mathias Bernard

Retraçant la chronologie de l'utilisation du scandale par Jean-Marie Le Pen, cet article de Mathias Bernard confirme que le scandale n'est jamais un hasard, mais toujours une stratégie, dirigée tant vers l'intérieur que vers l'extérieur du parti et des sympathisants frontistes.

La carrière politique de Jean-Marie Le Pen est émaillée d'incidents et de polémiques suscités par des propos et des actes qui s'inscrivent dans une « culture de la provocation », à la fois propre à une importante fraction de l'extrême droite et à un homme politique qui met volontiers en scène son non-conformisme. Une partie de « l'effet Le Pen » repose d'ailleurs sur ces provocations, qui n'ont pas cessé avec la progression spectaculaire du Front national, à partir de 1983. La recherche de respectabilité, qui semble alors caractériser la stratégie de ce parti¹, s'accommode tant bien que mal de ces provocations – dont certaines sont d'ailleurs restées dans la mémoire collective : que l'on songe aux propos sur le « détail » (septembre 1987) ou sur l'inégalité des races (août-septembre 1996), au jeu de mots sur « Durafour-crématoire » (septembre 1988) ou encore à l'agression physique contre une candidate socialiste à Mantes-la-Jolie (lors des législatives de 1997). Plutôt que de faire la chronique des réactions et des incidents que ces saillies ont provoqués, nous tenterons

de montrer quelles fonctions jouent ces provocations dans la stratégie lepéniste, en nous focalisant sur la période où le Front national devient un acteur important du jeu politique, c'est-à-dire entre 1984 et les élections présidentielles de 2002.

L'expression d'une identité

Les provocations lepénistes sont d'abord destinées aux militants, à l'occasion des grands rassemblements du parti. Le jeu de mots sur « Durafour-crématoire » survient au terme du banquet de clôture de l'université d'été du cap d'Agde, en septembre 1988. C'est au cours d'une autre université d'été, à La Grande Motte en 1996, que Le Pen tient ses propos sur l'inégalité des races, après que Bruno Mégret eut parlé de la supériorité de la civilisation occidentale. En 1997, lors d'un meeting à Strasbourg, il fait apporter sur scène une représentation de la tête du maire socialiste de la ville, Catherine Trautmann, dressée sur un plateau et offerte à la vindicte des militants. Ces provocations s'inscrivent d'abord dans une logique interne. Elles apparaissent comme un moyen de mobiliser de nouveau les militants autour d'une culture qui imprègne l'extrême droite française dans la seconde moitié du 20^e siècle et qui met en avant trois composantes essentielles : l'identité nationale, la justification de la violence, la mémoire de la seconde guerre mondiale.

Thème central du discours du Front national depuis sa fondation en 1972, la défense de l'identité nationale française explique aussi bien

(1) Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992.

les propos sur l'inégalité des races¹ que la critique, formulée en pleine compétition internationale, de la composition de l'équipe de France de football, dont les joueurs, « venus de l'étranger », se montreraient incapables de chanter *La Marseillaise*². Du même esprit relève le calembour portant sur le nom du ministre de l'Intégration, Kofi Yamgnane, transformé en « Monsieur Miam-Miam³ » : à l'imaginaire néocolonial se mêle ainsi le fantôme du noir cannibale. Quant à ses insinuations contre certaines personnalités, marquées par l'antisémitisme ou l'antimaçonnisme, elles sont relativement fréquentes, surtout à la fin des années 1980 et au début des années 1990⁴, lorsque l'absence d'échéances politiques nationales majeures doit être palliée par d'autres moyens de mobilisation militante. Ce genre de propos n'est ni rare ni propre à Jean-Marie Le Pen. En septembre 1989, le cinéaste Claude Autant-Lara, élu député européen la même année sur la liste du Front national, multiplie les injures antisémites à l'encontre de Simone Veil, dans le magazine *Globe*⁵. La provocation et le scandale sont ici liés au fait que ces propos sortent du cadre militant ou médiatique restreint dans lesquels ils se situent habituellement et que l'ensemble de l'opinion publique peut en prendre connaissance.

Dans son discours comme dans sa stratégie et ses pratiques politiques, le Front national assume la violence. C'est ce qui le distingue de la droite libérale ou conservatrice, qualifiée également

de « modérée ». Tout au long du 20^e siècle, la presse d'extrême droite se singularise par un recours au portrait-charge, à la diffamation voire à l'appel au meurtre. En règle générale, le discours de Jean-Marie Le Pen reste en deçà de cette violence verbale. Dans les années 1980, le chef du Front national se montre soucieux de ne pas accréditer par des propos violents l'image extrémiste liée à certains de ses actes passés⁶ ou aux pratiques de certains militants, à l'origine de plusieurs faits divers⁷. Il se limite à des propos souvent peu amènes contre la classe politique⁸, en évitant les injures *ad hominem*. Lorsque son parti est bien installé dans le jeu politique, au milieu des années 1990, il lui arrive de renouer avec l'activisme de sa jeunesse et de recourir lui-même à la violence physique, en la présentant comme un acte de légitime défense. À ses yeux, l'agression commise à Mantes-la-Jolie le 30 mai 1997 contre Annette Peulvast-Bergeast est une réponse à... une « provocation » de la candidate socialiste, relayée par une « embuscade politico-médiatique ». Renouant avec le discours de l'extrême droite activiste en vigueur sous la guerre froide et lors des « années 68 », Jean-Marie Le Pen envisage même de porter plainte contre « la scandaleuse agression de

(6) Actes volontiers rappelés par les médias, à l'occasion de ses provocations. Ainsi, *Le Monde* du 21 janvier 1992 rappelle le casier judiciaire de Jean-Marie Le Pen : menaces de mort proférées à l'encontre d'un commissaire de police (1960), coups et blessures volontaires (avril 1964, janvier 1969), édition de disques de chants nazis (1968), incitation à la haine raciale (mars 1986, novembre 1987, mars 1991). Le même journal relance à plusieurs reprises la polémique sur l'usage de la torture par Jean-Marie Le Pen lorsqu'il combattait en Algérie, en 1957.

(7) Voir notamment la mort d'un passant marocain jeté à la Seine le 1^{er} mai 1995 par trois *skinheads* venus participer à la manifestation annuelle du Front national, sept jours avant le second tour de l'élection présidentielle. En 2002, Jean-Marie Le Pen revient sur l'événement, en considérant qu'il s'est agi d'une « provocation » qui risque de se reproduire, compte tenu de sa présence au second tour de l'élection présidentielle. (*Le Monde*, 30 avril 2002)

(8) Voir, par exemple, les propos tenus à Saint-Malo le 17 janvier 1992, contre le gouvernement Cresson, « ramassis de voleurs, de racketteurs et de gangsters ». (*Le Monde*, 21 janvier 1992)

(1) Propos tenus le 30 août 1996 et reproduits dans *Le Monde*, 2 septembre 1996.

(2) Propos tenus à Saint-Gilles (Gard) devant des militants du parti, retranscrits dans *Le Monde*, 25 juin 1996.

(3) *Le Monde*, 28 mai 1991.

(4) Voir notamment les allusions à la judéité du ministre du gouvernement Rocard, Lionel Stoléru, lors du face-à-face télévisé qui l'opposait à celui-ci sur la Cinq, le 5 décembre 1989. (*Le Monde*, 7 décembre 1989)

(5) Voir notamment la phrase la plus provocatrice de cet entretien : « Quand on me parle de génocide, je dis en tout cas, ils ont raté la mère Veil. »

voyous gauchistes conduits par l'égérie socialiste¹ ». Il se présente ainsi comme un militant agressé.

La mémoire de la seconde guerre mondiale reste un élément essentiel de l'imaginaire et du discours de l'extrême droite à la fin du 20^e siècle. Surtout, la manière dont les dirigeants les plus anciens du Front national l'envisagent s'inscrit en complète contradiction avec une mémoire collective qui, à partir du milieu des années 1970, est particulièrement sensible à la Shoah² : c'est seulement à ce moment-là que le négationnisme, qui existe depuis la fin de la seconde guerre mondiale, devient insupportable ; c'est aussi le temps des grands procès (Barbie en 1987, Touvier en 1994, Papon en 1998). Contrairement à certaines personnalités d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen n'adopte pas des thèses négationnistes. Il cherche plutôt à banaliser, voire à relativiser l'importance de la Shoah de plusieurs manières. Par le calembour « Durafour-crématoire », il affirme pouvoir en rire³. En qualifiant de « détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale⁴ » l'existence des chambres à gaz – comme, trois ans plus tard, le bombardement de Hiroshima⁵ –, il opère une hiérarchie entre les faits historiques et refuse de considérer le caractère exceptionnel du génocide des Juifs. Il se réfère le plus nettement à la tradition d'extrême droite lorsqu'il met en relation la place de la Shoah dans la mémoire collective, les incidents que provoquent ses propos et l'influence d'un *lobby* juif qui serait omniprés-

sent dans les milieux politiques et médiatiques⁶. Les provocations de Jean-Marie Le Pen sont donc le produit d'une culture profondément et anciennement ancrée.

La recherche de médiatisation

Affirmant de façon récurrente que les médias ne parlent pas assez de son parti, Jean-Marie Le Pen a pu se servir de propos polémiques pour attirer l'attention sur lui, à des moments généralement importants de la vie politique. Ayant lancé sa campagne présidentielle de 1988 près d'un an avant l'échéance, il se doit d'attirer l'attention sur une longue période sans lasser les médias et donc en les surprenant par l'humour et la provocation⁷. Le jeu de mots sur « Durafour-crématoire » a lieu le lendemain de la parution d'un article dans lequel Jean-Marie Le Pen dénonçait « l'indifférence des médias » à son égard⁸, et quinze jours avant les élections cantonales de septembre 1988, pour lesquelles il craignait une démobilisation des électeurs frontistes. L'agression de Mantes-la-Jolie survient deux jours avant le deuxième tour des législatives. À plusieurs reprises, des propos polémiques sont tenus au mois de septembre, comme s'il s'agissait d'ancrer le Front national au cœur de la rentrée politique, les déclarations de Jean-Marie Le Pen masquant celles des autres.

Ces propos provoquent en effet une multitude de réactions, auxquels les différents médias (télévision et presse écrite) accordent une place importante sur une durée relativement longue, surtout lorsqu'il y a des suites judiciaires. Cette présence médiatique n'est pas pour déplaire au dirigeant du Front national qui réitère volontiers ses déclarations pour apparaître fidèle à ses

(1) Propos tenus le 5 juin 1997 à la suite de son audition à la police judiciaire de Versailles et retranscrits dans *Le Monde*, 7 juin 1997.

(2) Sur l'évolution de cette mémoire, voir Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987.

(3) C'est d'ailleurs la conclusion de l'arrêt de la 7^e chambre de la cour d'appel de Versailles qui a relaxé Jean-Marie Le Pen, le 2 juillet 1991 – un « calembour [...] conforme à la tradition française », même s'il est de « mauvais goût ».

(4) *Le Monde*, 19 septembre 1987.

(5) Dans un meeting tenu à Sarcelles. (*Le Monde*, 28 février 1990)

(6) Notamment dans un entretien publié dans *Présent*, 10 août 1989.

(7) C'est l'analyse (prémonitoire) d'Alain Duhamel dans *Le Point*, 11 mai 1987.

(8) Cette « coïncidence » est relevée par Alain Rollat dans *Le Monde*, 7 septembre 1988.

convictions, pour assumer politiquement ce qui pourrait apparaître comme des bévues... mais aussi pour faire encore davantage parler de lui. Témoin en est l'affaire du « détail ». Ces propos, tenus sur l'antenne de RTL le dimanche 13 septembre 1987, sont commentés et dénoncés par la presse quotidienne tout au long du mois de septembre¹, ce qui permet à Jean-Marie Le Pen de critiquer le « tohu-bohu insensé » autour de déclarations qu'il renouvelle, en les radicalisant. Le 18 septembre, devant des journalistes réunis à l'Assemblée nationale, il affirme ainsi que les « camps de concentration » – et non plus les chambres à gaz – « constituent un chapitre, une partie, un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale² ». Deux ans et demi plus tard, il confirme une nouvelle fois ses propos, dans un entretien écrit, où il concède toutefois qu'un « détail peut être essentiel³ ». Ce mot sert véritablement de référence identitaire au discours lepéniste, puisqu'il est à nouveau employé le 5 décembre 1997⁴, ce qui suscite de nouvelles réactions outrées et l'ouverture d'une information judiciaire par le Parquet de Paris : saisi en référé, le tribunal condamne Jean-Marie Le Pen pour récidive⁵. Le dirigeant du Front national ne gère pas de la même manière les suites de l'affaire Durafour : dans un premier temps, il force le trait et traite même Michel Durafour de « salaud⁶ » ; mais invité un an plus tard à l'émission « *Mea culpa* » sur RTL, il affirme « n'avoir pas voulu viser M. Durafour » et regretter ses propos⁷.

(1) Ainsi, *Le Monde* du 22 septembre 1987 titre encore, en première page : « La polémique autour de M. Le Pen ».

(2) *Le Monde*, 19 septembre 1987.

(3) *Le Quotidien de Paris*, 8 février 1990.

(4) *Le Monde*, 7 décembre 1997.

(5) Jean-Marie Le Pen a été condamné pour la première affaire du « détail », le 23 mai 1990, par le tribunal civil de Nanterre. Le jugement est confirmé en appel par la cour d'appel de Versailles, le 18 mars 1991.

(6) *Le Monde*, 6 septembre 1988.

(7) *Le Monde*, 8 août 1989.

Les réactions indignées et les polémiques servent la stratégie de Jean-Marie Le Pen qui cherche à centrer le débat public sur de ses propres déclarations. Peu à peu, journalistes, hommes politiques et spécialistes de la communication prennent conscience que les médias favorisent le Front national lorsqu'ils se focalisent sur les provocations de son chef, transformées en véritables événements politiques. C'est pourquoi certains d'entre eux préconisent le silence⁸. Dès septembre 1988, Louis Pauwels, dans *Le Figaro magazine*, juge indispensable de parler « d'autre chose que du stupide jeu de mots de M. Le Pen ». Et d'ajouter : « Par le ton, l'échauffement, l'invective, la provocation, M. Le Pen se trompe d'époque. Nous avons mieux à faire qu'aller sur le terrain où il se fourvoie⁹. » Cette attitude reste rare, d'autant que Jean-Marie Le Pen est prêt à renouveler certains propos, si ceux-ci n'ont pas suscité l'effet escompté. Les milieux politiques n'ayant pas immédiatement réagi à ses affirmations sur l'inégalité des races, le 30 août 1996 (au grand dam d'ailleurs du Conseil représentatif des institutions juives de France), il développe ce thème dix jours plus tard, le 9 septembre, sur l'antenne d'Europe 1¹⁰. Il obtient alors les réactions qu'il espérait.

La publicité offerte par les médias au Front national est toutefois paradoxale, dans la mesure où elle est essentiellement négative. Les journalistes tendent à dénoncer, par leurs titres et leurs éditoriaux, les provocations lepénistes – et ils relaient les prises de position unanimement hostiles des milieux politiques. Cela ne met pas en péril l'ascension de Jean-Marie Le Pen, bien au contraire. Ces provocations affectent sa cote de popularité, mais pas ses résultats électoraux.

(8) Voir notamment François Gerber, *Et la presse créa Le Pen*, Paris, Raymond Castells, 1998.

(9) *Le Figaro Magazine*, 10 septembre 1988.

(10) *Le Monde*, 11 septembre 1996.

Les sondages d'opinion montrent qu'elles ternissent son image auprès des électeurs de la droite modérée, qui se disent parfois en accord avec ses idées, mais qu'elles restent sans effet sur son électorat et le premier cercle de sympathisants. En octobre 1987, après sa première déclaration sur le « détail », Jean-Marie Le Pen est considéré comme un danger pour la démocratie par 65 % des Français, contre 55 % trois mois plus tôt. Mais les 27 % qui pensent le contraire sont rejetés mécaniquement dans le camp du Front national, qui apparaît comme le seul parti capable de défendre leurs idées¹. L'ostracisme, dont le dirigeant frontiste est l'objet, tend à cimenter le lien qui l'unit à sa cible électorale. Dès le milieu des années 1980, différentes enquêtes ont d'ailleurs montré que les adhérents du Front national développent une culture minoritaire² : rester en marge du système politique et être dénoncés par la majorité des médias ne remet pas en cause leur engagement et, au contraire, tend à renforcer leur sympathie pour leur chef, injustement attaqué.

La valorisation du leader

L'image que Jean-Marie Le Pen retire de ses provocations et des polémiques qu'elles suscitent coïncide avec les valeurs qu'il souhaite incarner. Il cherche à apparaître comme un homme courageux, jeune d'esprit, indépendant et non conformiste. Le dirigeant du Front national aime à expliquer ses éventuels dérapages par sa spontanéité, son refus de tout calcul politique et de la langue de bois. Ainsi s'exclame-t-il, au lendemain de l'agression de Mantes-la-Jolie : « Cela m'a rajeuni³. » Il revendique son

droit d'utiliser des « expressions pittoresques et piquantes » qui, affirme-t-il dès 1984, font partie de « l'art de la communication », car elles traduisent « la gravité des problèmes politiques dans des termes qui soient compréhensibles par tous⁴ ». En janvier 1992, il s'explique longuement sur ce point : « Il y a aujourd'hui une sorte de consensus généralisé qui prive les citoyens de la concurrence qui est nécessaire en politique. Nous ne sommes pas enfermés dans ce consensus et nous avons donc toute notre liberté pour dire notre vérité. Je l'ai fait, je l'ai refait et je le referai. J'appelle un chat un chat et les socialistes des fripons⁵. » Cette volonté, présentée comme une audace, d'exprimer l'inconscient collectif a inspiré au chef du Front national l'un de ses premiers slogans, au milieu des années 1980 : « Le Pen dit tout haut ce que les autres pensent tout bas⁶. »

Cette sincérité fait de lui un homme à part au sein du monde politique, un non-conformiste qui prétend s'opposer aux « bourgeois de salon » si prompts à le condamner. Il se présente ainsi volontiers comme un martyr de la liberté d'expression. En juin 1996, il regrette qu'« on ne [puisse] pas s'exprimer dans ce pays de manière non conventionnelle sans qu'immédiatement on soit entouré de fantômes de toutes sortes, sans qu'aussitôt on vous fasse un procès en sorcellerie⁷ ». Et il affirme qu'à travers lui, c'est le peuple français qui est brimé. À la suite du tollé provoqué par ses insinuations visant Lionel Stoléru, il juge « assez extraordinaire que des responsables de médias se permettent de lancer des ordres d'ostracisme ou de combat contre un homme qui représente des millions d'électeurs⁸ ».

(1) Sondages Sofres pour *Le Monde*, présentés dans *Le Monde*, 6 janvier 1989.

(2) Voir notamment l'enquête menée par la sociologue Brigitta Orfali au cours de l'année 1985 auprès de cinquante adhérents du Front national et présentée dans Nonna Mayer et Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

(3) *Le Monde*, 1^{er} juin 1997.

(4) *Le Monde*, 15 février 1984.

(5) *Le Monde*, 21 janvier 1992.

(6) Slogan cité par Guy Birenbaum, *op. cit.*, p. 64.

(7) *France-Soir*, 25 juin 1996.

(8) Propos tenus à l'émission « Objections » (France-Inter), reproduits dans *Le Monde*, 17 décembre 1989.

En suscitant des réactions hostiles, voire des projets d'interdiction, les provocations servent ainsi à accréditer cette vision d'un homme en proie à la « meute politicienne et médiatique lancée depuis longtemps à [s]es trousses¹ ». En février 1986, dénonçant la persécution dont sont l'objet les hommes de son parti, il leur suggère de « porter une étoile blanche sur laquelle il y aurait marqué "Français" cousu sur leur poitrine² ». Cette image, en elle-même provocatrice, suggère une inversion des rôles entre « Français » et « Juifs », les premiers étant désormais soumis à la dictature des seconds. Jean-Marie Le Pen aime à se présenter comme la victime d'un complot né de l'alliance des Juifs et des immigrés. En septembre 1987, lors de la fête Bleu-Blanc-Rouge du Front national, il retrouve même le vocabulaire des antidreyfusards en évoquant le « syndicat anti-Le Pen³ ». Et il retourne à ses adversaires l'accusation d'être des provocateurs, qui chercheraient à masquer leurs crimes en l'accusant de tous les maux. C'est ce qu'il affirme sur France 2, au lendemain du premier tour de la présidentielle de 2002 : « On n'a jamais rien trouvé à reprocher à Jean-Marie Le Pen qu'une ou deux phrases malheureuses. En revanche, on a tellement à reprocher à nos politiciens [...] qui ont jalonné l'histoire récente de scandales nauséabonds⁴. » Le Pen veut ainsi apparaître comme une victime innocente, injustement attaquée – au même titre que Pinochet, dont il célèbre l'œuvre en décembre 1993. Comme lui-même, le dictateur chilien a été diabolisé : « C'est le diable d'aujourd'hui, le nouvel Hitler. Pinochet a été Hitler, moi aussi je l'ai été », affirme-t-il alors⁵.

Mais Jean-Marie Le Pen lui-même n'est-il pas attaché à cette figure du diable ?

La stratégie extrémiste

La plupart de ces provocations renforcent l'image sulfureuse et extrémiste du *leader* du Front national, accusé de racisme, xénophobie, antisémitisme, complaisance à l'égard du révisionnisme et des régimes dictatoriaux. Ce faisant, elles contribuent à isoler le Front national sur la scène politique en le coupant de la droite traditionnelle, réticente à s'associer à un tel mouvement. Chaque provocation pose le problème de l'éventuelle alliance de la droite avec l'extrême droite. En 1987, l'affaire du « détail » ne conduit pas à une clarification de la part des principaux dirigeants libéraux, rendus prudents par l'imminence de la campagne électorale présidentielle de 1988. À titre individuel, les responsables de la droite modérée condamnent néanmoins sans ambiguïté la déclaration de Jean-Marie Le Pen : alors secrétaire général du RPR, Jacques Toubon la qualifie de « scandaleuse et consternante⁶ ». En revanche, en 1988, le calembour sur « Durafour-crématoire » provoque un rejet quasi unanime de la droite, et une condamnation officielle de la part du bureau politique du RPR qui, sous l'autorité d'Alain Juppé, dénonce « le fléau du racisme et de l'antisémitisme » et exclut toute alliance, nationale ou locale, avec le parti d'extrême droite⁷. Jusqu'au milieu des années 1990, les provocations récurrentes de Jean-Marie Le Pen renforcent constamment ceux qui, à droite, prônent l'intransigeance à l'égard de son parti. Ainsi, les propos de décembre 1989 sur les « rafles » à organiser dans le quartier du Sentier et la judéité de Lionel Stoléro permettent au groupe parlementaire de l'UDF de rejoindre le RPR

(1) Propos tenus devant des... journalistes, le 18 septembre 1987, et retranscrits dans *Le Monde*, 19 septembre 1987.

(2) *Le Monde*, 18 février 1986.

(3) *Le Monde*, 22 septembre 1987.

(4) Propos reproduits dans *Le Monde*, 25 avril 2002.

(5) *Le Monde*, 21 décembre 1993.

(6) *Le Monde*, 17 septembre 1987.

(7) *Le Monde*, 10 septembre 1988.

dans une position ferme : au sein de ce groupe, Jacques Blanc se trouve isolé lorsqu'il défend des accords de gestion avec le parti de Jean-Marie Le Pen¹. En 1996, les propos sur l'inégalité des races fournissent au même Alain Juppé, alors Premier ministre, l'occasion de condamner de façon virulente le Front national et de rappeler sa stratégie à l'égard de ce parti, stratégie appliquée aux législatives de 1997 et, avec plus de difficultés, lors des régionales de 1998².

Cet isolement, dénoncé publiquement par Jean-Marie Le Pen, n'est-il pas en réalité désiré par le chef du Front national ? Dès 1987, celui-ci prend conscience que la stratégie de respectabilité, jusqu'alors prédominante, n'ouvre pas à son parti les portes du pouvoir. Il peut également juger qu'une position en marge du système politique correspond à la fois à la culture minoritaire de ses militants et au réflexe protestataire d'une fraction importante de l'électorat. Contre l'avis d'une aile moderniste incarnée par Bruno Mégret, qui cherche au contraire à tisser des liens avec la droite traditionnelle et qui adopte une stratégie de prise de pouvoir, Jean-Marie Le Pen semble privilégier l'agitation, la provocation et l'enracinement à l'extrême droite.

Dans cette perspective, les provocations de Jean-Marie Le Pen visent à empêcher toute alliance avec la droite sur la base d'un compromis. De façon symptomatique, elles se multiplient lorsque les tentations d'alliance sont plus fortes, c'est-à-dire en période préélectorale ou dans les moments de recomposition politique. En 1987, le lancement de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen est marqué

par ses propos sur les « sidaïques » en mai puis sur le « détail » en septembre. Le calembour « Durafour-crématoire » survient au lendemain de ces présidentielles, lorsque certains hommes de droite reprochent à Jacques Chirac d'avoir négligé l'apport du Front national et envisagent donc une réconciliation : ce projet de recomposition s'effondre aussitôt. En décembre 1997, alors que certains, à droite, envisagent une alliance technique avec le Front national pour les prochaines élections régionales, Jean-Marie Le Pen multiplie les provocations pour maintenir sa stratégie d'isolement et, ce faisant, conserver son pouvoir sur son parti. Au moment même où Jacques Chirac déclare que les Français doivent « regarder en face » le sort réservé aux Juifs dans « la France de l'Occupation » et où l'ouverture du procès Papon fait de cette question un sujet sensible auprès de l'opinion, il s'affiche à Munich aux côtés d'un ancien de la Waffen SS, Franz Schonhuber, recourt une nouvelle fois au « détail » et rend hommage au « peuple allemand, qui a été le peuple martyr de l'Europe³ ».

En isolant le Front national, ces provocations ont un autre effet : elles radicalisent les électeurs et les sympathisants de ce parti, en ancrant à l'extrême droite. C'est là l'objectif de Jean-Marie Le Pen : après avoir conquis de nouvelles sympathies par un discours exempt de toute saillie extrémiste (entre 1983 et 1987, mais aussi après le départ de Bruno Mégret, entre 1999 et 2002), il durcit brutalement son discours. Cette évolution est particulièrement sensible en 2002. Lors de la campagne pour le premier tour des élections présidentielles, le candidat du Front national, qui craint un reflux électoral, souhaite apparaître comme un modéré : il rappelle, de façon inexacte, son premier engagement politique auprès des Indépendants, sous la

(1) *Le Monde*, 7 décembre 1989. Notons en particulier les interventions de Jacques Dominati, qui affirme que « le FN est un parti extrêmement dangereux », et de Charles Million, qui estime nécessaire de défendre les « valeurs humanistes » face à l'extrême droite.

(2) Voir les propos d'Alain Juppé radiodiffusés sur Europe 1 et retranscrits dans *Le Monde*, 20 mars 1998.

(3) *Le Monde*, 7 décembre 1997.

houlette de ce « dangereux terroriste qui s'appelait Antoine Pinay ». Il affirme même être « resté, si on peut dire, l'homme de centre qu'[il] étai[t] »¹. Mais une fois qualifié pour le second tour, il rompt avec cette image rassurante et multiplie les références ambiguës à la seconde guerre mondiale, son thème de prédilection, sans d'ailleurs perdre aucune voix : lors d'une conférence de presse, il propose de rassembler les sans-papiers dans des « camps de transit » et d'expulser les réfugiés de Sangatte dans un « train spécial »². Avec de tels propos, son objectif n'est pas de gagner l'élection présidentielle, mais de radicaliser l'électorat qu'il vient de conquérir.

Ce choix ne fait pas forcément l'unanimité au sein du Front national et, plus largement, de l'extrême droite française. Les milieux traditionalistes, qui ont rejoint Jean-Marie Le Pen au début des années 1980, ne partagent pas certaines outrances, qu'ils peuvent juger démagogiques ou contraires aux principes qu'ils défendent, dans la continuité de la culture légitimiste : ordre politique, régénération morale, exaltation des valeurs religieuses... Mais les résistances les plus vives (et les plus visibles) émanent de ceux qui, au sein du parti, souhaitent renforcer des liens avec la droite parlementaire. Certaines provocations suscitent ainsi des protestations internes ou même des démissions. À la suite des propos sur le « détail », le secrétaire départemental du parti dans la Meuse, Philippe Sauvagnac, se déclare « profondément choqué » et demande même à Jean-Marie Le Pen de se retirer de la campagne présidentielle³. Son homologue de Haute-Garonne, Gilbert Melac, fait de même, tandis que le député européen Olivier d'Ormesson démissionne du parti. L'hebdomadaire *Minute*, jusqu'alors complaisant à l'égard

du chef du Front national, estime que celui-ci a sauté « à pieds joints » dans « le piège qui lui était tendu »⁴. Le jeu du mot sur « Durafour-crématoire » provoque une crise interne plus grave encore, le départ de personnalités importantes (Pascal Arrighi, François Bachelot) et de la seule députée du parti, Yann Piat⁵.

Les propos polémiques de Jean-Marie Le Pen servent des objectifs internes (affaiblir les tenants de la modération, radicaliser les militants) et externes. Ils peuvent donc être considérés comme intentionnels, même si certains ont pu être la conséquence d'un dérapage : ce serait le cas du « détail »⁶, évoqué lors d'un entretien radiophonique et non lors d'un discours préparé. Mais la manière dont Jean-Marie Le Pen a assumé politiquement ce discours le transforme en une véritable provocation. C'est peut-être d'ailleurs lors de cette affaire – la première à revêtir une telle ampleur depuis l'irruption du Front national sur la scène médiatique – que le dirigeant du Front national a vu tout le parti qu'il pouvait tirer de ce genre de propos. Ainsi affirme-t-il, dans un document édité par l'Institut de formation nationale du parti, en 1990 : « Aucun mot n'est innocent. [...] Les mots sont des armes »⁷.

La provocation est l'un des principaux ressorts du discours et de la stratégie de Jean-Marie Le Pen. Elle s'inscrit dans le prolongement d'une culture de la provocation propre à une droite nationaliste, activiste et populiste qui a émergé en France lors du boulangisme et de l'affaire Dreyfus et s'est ensuite incarnée dans les ligues puis le poujadisme politique. Cette

(1) *Le Monde*, 3 février 2002.

(2) *Le Monde*, 28 avril 2002.

(3) *Le Monde*, 18 septembre 1987.

(4) *Minute*, 25 septembre 1987.

(5) Guy Birenbaum, *op. cit.*, p. 145 sq.

(6) Si l'on s'en tient au témoignage de Lorrain de Sainte-Affrique, *Dans l'ombre de Le Pen*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p. 147. Voir aussi l'analyse de l'historien Jean-Pierre Rioux, « Bévée ou provocation ? », *Le Monde*, 22 septembre 1987.

(7) Relevé par Edwy Plenel dans *Le Monde*, 10 mai 1990.

culture ne fait pas l'unanimité au sein d'une extrême droite française plurielle. Mais elle s'impose en raison de son efficacité politique et médiatique, dans un contexte marqué par une défiance croissante à l'égard des formes traditionnelles de la représentation politique. Les provocations lepénistes participent de l'image d'un chef non conformiste, sincère, autoritaire, mais aussi victime des autres acteurs du monde politique. C'est pourquoi les adversaires du Front national sont embarrassés pour y répondre. En les condamnant, ils risquent d'alimenter le discours paranoïaque de Jean-Marie Le Pen. En s'abstenant de toute réaction, ils con-

tribuent à banaliser des thèmes et des pratiques en rupture avec le modèle républicain. La provocation fonctionne ainsi comme un piège, dont les ressorts tendent toutefois à s'user avec le temps. Elle suppose une surenchère permanente, à laquelle Jean-Marie Le Pen ne semble plus, depuis 1998, en mesure de se livrer.

Spécialiste d'histoire politique de la France au 20^e siècle, **Mathias Bernard** est professeur à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. Il a notamment travaillé sur les relations entre droite et extrême droite, et a récemment publié *La France de 1981 à 2002. Le temps des crises ?* (Librairie générale française, 2005). (mathias.bernard@univ-bpclermont.fr)